

# **Secours Populaire Français Fédération des Côtes d'Armor**

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

---

**Exercice clos le 31 décembre 2025**

**Secours Populaire Français - Fédération des Côtes d'Armor**

Association

107 rue Jules Ferry 22000 SAINT-BRIEUC

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'association Secours Populaire Français Fédération des Côtes d'Armor,

**1. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **Secours Populaire Français - Fédération des Côtes d'Armor** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**2. Fondement de l'opinion*****Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



### **3. Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants de l'annexe des comptes annuels :

- Les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées au niveau de la note « Changement de réglementation - Première application du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers. »
- Les incidences de l'évolution de la méthode de valorisation du bénévolat exposées au niveau de la note « Valorisation des contributions volontaires en nature ».
- La note 8.1.2.1. « Missions sociales » incluse dans la partie VIII. « Compte de résultat par origine et destination et Compte d'emploi des ressources » qui mentionne que la définition des missions sociales du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021.

### **4. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Le montant des contributions volontaires en nature figure au pied du compte de résultat et en détail de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation des approches et des moyens mis en œuvre par votre Fédération, décrits dans l'annexe. Les méthodes retenues et les travaux que nous avons entrepris permettent de considérer dans le cadre de notre appréciation que ce montant constitue une approche acceptable des contributions volontaires en nature.
- Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons également vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte de résultat par origine et destination et du compte d'emploi des ressources décrites dans la note VIII de l'annexe font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement ANC n°2018-06 et ont été correctement appliquées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **5. Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.



Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## **6. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le secrétariat départemental.

## **7. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour



fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 18 juin 2026

Le Commissaire aux comptes  
**NEXIOM AUDIT**

  
Emmanuel CHARRIER



# Bilan

Fédération des CÔTES D'ARMOR - FED

JR 022 0 00000 000045

Exercice : 2025

En Euros	Montant brut	Amortissements et dépréciations	Montant net 2025	Montant net 2024
<b>Frais d'établissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	0	0	0	0
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 258 638</b>	<b>775 020</b>	<b>483 618</b>	<b>499 114</b>
Terrains	24 385	0	24 385	24 385
Agencements et aménagements de terrains	0	0	0	0
Constructions	488 749	341 075	147 673	163 167
Installations techniques, matériel et outillage industriels	64 276	58 451	5 825	11 682
Autres immobilisations corporelles:	259 605	208 581	51 024	45 168
<i>Installations générales, agencements divers</i>	0	0	0	0
<i>Matériel de transport</i>	181 555	140 888	40 667	31 741
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	48 102	37 745	10 357	13 207
<i>Mobilier</i>	29 948	29 948	0	221
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	421 624	166 912	254 712	254 712
<b>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Immobilisations financières</b>	<b>2 900</b>	<b>0</b>	<b>2 900</b>	<b>2 900</b>
Participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0
Autres	2 900	0	2 900	2 900
<b>I. Actif immobilisé</b>	<b>1 261 538</b>	<b>775 020</b>	<b>486 518</b>	<b>502 014</b>
<b>Stocks et en cours</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Autres approvisionnements	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
<b>Créances</b>	<b>138 017</b>	<b>0</b>	<b>138 017</b>	<b>138 859</b>
Avances et acomptes versés sur commandes	0	0	0	0
Créances clients et comptes rattachés	76 667	0	76 667	86 912
Créances reçues par legs ou donations	0	0	0	0
Autres créances (dont produits à recevoir)	60 040	0	60 040	51 947
Charges constatées d'avance	1 310	0	1 310	0
<b>Valeurs mobilières de placement et FNS</b>	<b>594 419</b>	<b>0</b>	<b>594 419</b>	<b>573 253</b>
<b>Disponibilités</b>	<b>221 118</b>	<b>0</b>	<b>221 118</b>	<b>170 245</b>
Charges constatées d'avance N-1	0	0	0	1 046
<b>II. Actif circulant</b>	<b>953 554</b>	<b>0</b>	<b>953 554</b>	<b>883 403</b>
<b>III. Ecart de conversion Actif</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III)</b>	<b>2 215 092</b>	<b>775 020</b>	<b>1 440 072</b>	<b>1 385 417</b>

# Bilan

Fédération des CÔTES D'ARMOR - FED JR 022 0 00000

000045

Exercice : 2025

En Euros	Année 2025	Année 2024
Fonds propres sans droit de reprise	0	5 000
Fonds propres avec droit de reprise	0	0
Ecart de réévaluation	0	0
Projet associatif et réserves	0	0
Report à nouveau	385 531	359 831
Excédent ou déficit de l'exercice	35 763	20 700
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>421 295</b>	<b>385 531</b>
Subventions d'investissement	90 928	95 222
<b>I. Fonds propres</b>	<b>512 223</b>	<b>480 753</b>
Ecart de combinaison	0	0
<b>II. Ecart de combinaison</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0
Fonds dédiés	287 928	283 371
<b>III. Fonds reportés et dédiés</b>	<b>287 928</b>	<b>283 371</b>
Provisions pour risques	0	0
Provisions pour charges	0	0
<b>IV. Provisions</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	349 741	377 480
Emprunts et dettes financières diverses SPF	26 875	40 175
Emprunts et dettes financières diverses hors SPF	0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	200 615	146 303
Dettes des legs ou donations	0	0
Dettes fiscales et sociales	55 250	55 438
Dettes sur immobilisations	0	0
Autres dettes (dont charges à payer)	7 439	1 898
Produits constatés d'avance	0	0
<b>V. Dettes</b>	<b>639 920</b>	<b>621 293</b>
<b>VI. Ecart de conversion Passif</b>	<b>0</b>	
<b>TOTAL DU PASSIF (I+II+III+IV+V+VI)</b>	<b>1 440 071</b>	<b>1 385 417</b>



# Compte de résultat

Exercice : 2025

Fédération des CÔTES D'ARMOR - FED JR 022 0 00000 000045

En euros	Année 2025	Année 2024
<b>I- PRODUITS D'ACTIVITE</b>		
Cotisations		
Vente de biens et services	148 703	143 831
<i>dont ventes de dons en nature</i>	0	0
<i>dont parrainages</i>	0	0
Produits de tiers financeurs	726 457	679 950
Concours publics et subventions d'exploitation	190 099	150 414
Ressources liées à la générosité du public	226 272	224 129
<i>Dons manuels</i>	223 512	211 159
<i>Mécénats</i>	2 760	12 970
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	0	0
<i>Autres produits liés à la GP</i>	0	0
Contributions financières	310 087	305 407
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	0	6 158
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
Autres produits	223 301	235 153
<i>Participations des destinataires de la solidarité</i>	13 426	16 861
<i>Produits d'initiatives</i>	132 786	97 670
<i>Autres</i>	77 089	120 622
Utilisations des fonds dédiés	54 124	30 369
<b>I - Produits d'activité</b>	<b>1 152 586</b>	<b>1 095 460</b>
<b>II- CHARGES D'ACTIVITE</b>		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0	0
Achats de marchandises, matériels et fournitures	260 469	258 130
Variations de stock	0	0
Autres achats	75 593	84 639
Services extérieurs	103 969	77 124
Autres services extérieurs	107 426	107 474
Aides financières et quotes-parts de générosité du public reversées	162 810	175 838
Impôts, taxes et versements assimilés	9 844	9 276
Salaires	226 113	238 493
Cotisations sociales	66 766	62 618
Dotations aux amortissements et aux dépréciations :	39 484	39 098
<i>- sur immobilisations</i>	39 484	39 098
<i>- sur immobilisations destinées à être cédées</i>	0	0
<i>- sur actif circulant</i>	0	0
<i>- pour risques et charges</i>	0	0
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	0	0
Autres charges	24 821	23 032
Reports en fonds dédiés	58 681	25 897
<b>II - Charges d'activité</b>	<b>1 135 977</b>	<b>1 101 620</b>
<b>Résultat d'activité</b>	<b>16 609</b>	<b>- 6 159</b>
<b>III- PRODUITS FINANCIERS</b>		
Revenus des placements, intérêts et produits assimilés	22 152	17 844
Reprises sur dépréciations et provisions	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
<b>III - Produits financiers</b>	<b>22 152</b>	<b>17 844</b>



<b>IV- CHARGES FINANCIERES</b>		
Intérêts et charges assimilées	2 997	3 115
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	0
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
<b>IV - Charges financières</b>	<b>2 997</b>	<b>3 115</b>
<b>Résultat Financier</b>	<b>19 154</b>	<b>14 729</b>
<b>V- PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Produits exceptionnels	0	128
		14 294
		0
<b>V - Produits exceptionnels</b>	<b>0</b>	<b>14 422</b>
<b>VI- CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Charges exceptionnelles	0	2 291
		0
		0
<b>VI - Charges exceptionnelles</b>	<b>0</b>	<b>2 291</b>
<b>Résultat Exceptionnel</b>	<b>0</b>	<b>12 130</b>
VII - Ecart de combinaison	0	0
<b>VII - Ecart de combinaison</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Résultat Combinaison</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+5)</b>	<b>1 174 738</b>	<b>1 127 726</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)</b>	<b>1 138 974</b>	<b>1 107 026</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges)</b>	<b>35 763</b>	<b>20 700</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Bénévolat	890 456	659 112
Prestations en nature	143 340	118 859
Dons en nature	2 574 546	2 540 632
<b>Total</b>	<b>3 608 342</b>	<b>3 318 603</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Bénévolat	890 456	659 112
Prestations en nature	143 340	118 859
Secours en nature	2 574 546	2 540 632
<b>Total</b>	<b>3 608 342</b>	<b>3 318 603</b>

**SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS**  
**Fédération des CÔTES D'ARMOR**  
**ANNEXE DES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE**  
**CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**  
**MONTANTS EXPRIMES EN EUROS**

## SOMMAIRE

<b>I. Présentation de l'Association</b>	<b>5</b>
Objet social de l'entité et périmètre des missions sociales	5
Moyens mis en œuvre	5
<b>II. Faits majeurs de l'exercice</b>	<b>7</b>
<b>III. Principes, règles et méthodes comptables</b>	<b>8</b>
Présentation des comptes	8
Méthode générale	8
Changement de méthode d'évaluation et de présentation	9
Durée de l'exercice et date de clôture	10
Immobilisations incorporelles, corporelles et financières	10
Méthodes d'évaluation et de dépréciation des stocks et des créances	11
Stocks liés à l'achat de produits alimentaire financé par des dotations financières	12
Subventions d'investissements	12
Fonds reportes sur legs et donations	12
Fonds dédiés : Opérations partiellement exécutées à la clôture de l'exercice	13
Provisions pour risques et charges	13
Indemnités de départ à la retraite (I.D.R)	13
Compte d'emplois des ressources	13
Evénements postérieurs à la clôture	14
<b>IV. Informations complémentaires</b>	<b>15</b>
Rémunération des dirigeants	15
Honoraires des commissaires aux comptes	15
Engagements hors bilan	15
<b>V. Informations relatives au bilan</b>	<b>17</b>
Actif	17
Passif	22
<b>VI. Informations relatives au compte de résultat</b>	<b>25</b>
Ventilation par nature des produits d'activités	25
Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger pour l'exercice 2025	27
Effectif	27
Résultat exceptionnel	28
<b>VII. Autres informations</b>	<b>29</b>
Contributions volontaires en nature	29
<b>VIII. Compte de résultat par origine et destination (CROD) et Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)</b>	<b>36</b>
Compte de Résultat par origine et destination (CROD)	36
Compte d'emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER)	39

## ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

*Montants exprimés en euros*  
*Exercice clos au 31 décembre 2025*



## I. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

### OBJET SOCIAL DE L'ENTITE ET PERIMETRE DES MISSIONS SOCIALES

Jour après jour, ici comme ailleurs, le Secours populaire, association reconnue d'utilité publique, agit pour un monde plus juste et plus solidaire, en permettant à chacun de s'émanciper et trouver sa place de citoyen, là où il vit, travaille ou étudie. Issu du peuple, animé par lui, mobilisé pour lui, le Secours populaire promeut une relation d'égal à égal véritablement unique et un accueil inconditionnel. Présent partout, au bout de la rue comme au bout du monde avec son réseau de partenaires, il valorise systématiquement l'initiative comme mode d'action. Il peut ainsi agir tout de suite pour soulager ceux qui souffrent : actions d'urgence pour pallier les problèmes immédiats, actions dans la durée, parce que l'homme doit être pris en compte dans toutes ses dimensions.

Bénévoles comme partenaires, entreprises et donateurs, adultes comme enfants dès le plus jeune âge... tout le monde est invité à passer à l'action et chacun apprend à s'émanciper, à tourner la page, à vivre la solidarité jour après jour.

Ancré sur la vision d'un monde plus solidaire, le Secours populaire s'abstient de tout clivage : il rassemble au contraire et crée du lien autour des valeurs partagées. Son engagement est un combat. Un mode d'action. Il est sur le pont. Là où ça bouge. Là où ça compte. Il a, tout naturellement, un rôle de vigie vis-à-vis des pouvoirs publics.

### MOYENS MIS EN OEUVRE

Le Secours populaire est une association de terrain, indépendante et décentralisée.

En France comme dans le monde entier, il agit là où vivent, travaillent ou étudient les acteurs locaux, animés par ses valeurs. Construite au fil du temps, son organisation a été conçue pour laisser s'exprimer toute la diversité des réalités locales :

- À l'étranger, l'action est menée par son réseau d'organisations partenaires indépendantes, attachées à permettre à chacun de trouver sa place de citoyen et de s'émanciper.
- En France, l'indépendance de l'association est tout aussi grande quel que soit l'échelon considéré. Les comités, fédérations disposent ainsi d'une totale autonomie d'action et de gestion dans le respect des règles et orientations communes. Ils constituent d'ailleurs des entités juridiques.

#### Fédération des CÔTES D'ARMOR

La fédération constitue l'échelon départemental. Comme son nom l'indique, elle fédère les comités du Secours populaire actifs sur son territoire comme tous les collecteurs-animateurs bénévoles du département, qu'ils aient constitué ou non un comité local. Elle cherche aussi à en créer d'autres et anime l'ensemble des antennes. Elle coordonne et développe les actions du Secours populaire sur le département. Elle est dirigée par le comité départemental, élu tous les deux ans lors du congrès départemental.

### **Les antennes : 8**

L'antenne est un relais du mouvement animé à l'échelle d'un quartier, d'un village, d'un lieu de travail ou d'études, d'une association sportive ou culturelle, par un petit groupe d'animateurs-collecteurs bénévoles. Elle n'est pas une entité juridique et dépend, suivant les cas, d'un comité ou d'une fédération. Son rôle est d'organiser la collecte des ressources financières et matérielles et de participer ainsi concrètement à la mise en œuvre d'actions de solidarité en France, en Europe et dans le monde.

### **Les comités : 15**

Actif à l'échelle d'une ville, d'un canton ou encore d'une entreprise ou d'un établissement, le comité ; association déclarée en préfecture, est le fondement de la vie démocratique du Secours populaire. Il rassemble les animateurs-collecteurs bénévoles, organise la collecte des ressources financières et matérielles et met en œuvre tous ses projets dans le respect des orientations communes, sur son territoire comme au-delà, en lien avec d'autres comités ou fédérations.

### **Les donateurs : 1809**

Les donateurs au Secours populaire sont des acteurs à part entière de l'association. Détenteurs d'une carte de donateur renouvelée tous les ans, quelle que soit la nature ou le montant de leurs dons, ils ont une voix consultative lors des Assemblées générales des comités et congrès des fédérations et sont invités à toutes les grandes initiatives et temps forts du mouvement.

Les moyens humains bénévoles, pivots du mouvement : **1 183**

Attachés à développer la solidarité ici comme ailleurs, plus de 81 000 « animateurs-collecteurs-bénévoles » sont présents dans toute la France métropolitaine, en Outre-mer, en Europe et dans le monde. Ils constituent le « cœur du cœur » du mouvement. Leur implication en son sein fait d'eux, tout à la fois, des bénévoles, des animateurs et des collecteurs.

- Bénévoles, parce qu'ils ont librement choisi d'offrir une part de leur temps libre.
- Animateurs, parce que ce sont eux qui agissent pour aider et accompagner les personnes, organisent des événements pour faire grandir la solidarité, reçoivent des enfants en vacances, gèrent l'association, recrutent et forment d'autres bénévoles...
- Collecteurs, parce qu'ils sollicitent et obtiennent des dons de toutes natures, ou mobilisent pour que d'autres les collectent...

Les moyens humains salariés : **8**

Ils participent à développer les actions du Secours populaire français qu'il s'agisse de missions d'animation directement liées à nos missions sociales ou de support dans les domaines administratifs et de gestion.

## **AUTRES INFORMATIONS**

<b>Informations sur l'entité qui établit les états financiers combinés (Art. 831-4)</b>	
Entité établissant les états financiers combinés de l'ensemble le plus grand d'entités dont l'entité fait partie en tant qu'entité contributrice	Secours Populaire France – Association Nationale
	9 – 11 Rue Froissart 75 140 Paris
	Inscription RNA : W751227400

## II. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

### Préambule :

Le changement de gouvernance opéré en mars 2025, avec l'installation d'un nouveau secrétaire général et d'un nouveau trésorier, a ouvert une période de transition organisationnelle pour la fédération.

### Éléments impactant la comptabilité :

#### Achat d'un véhicule de transport de marchandises :

Fin 2024, un camion, servant aux ramasses et livraisons aux comités, est tombé en panne. Les frais de réparations étant très supérieurs à la valeur du véhicule, il a été décidé en urgence, lors d'un Comité Départemental d'en acheter un nouveau.

Prix d'achat 23 000,00 €, plus frais de carte grise.

#### Braderie fédérale supplémentaire :

En début février 2025, nous avons reçu une grosse quantité de produits divers, venant de reliquat des magasins NOZ (chaîne de magasin vendant des produits de fin de série)

Une entreprise de la zone des Châtelets nous ayant, contre défiscalisation, loué un entrepôt, nous avons organisé une braderie sur deux week-ends. Les ressources liées à cette opération s'élèvent à 27 000,00 €.

#### Subventions municipales :

Suite aux changements d'organisation, les demandes de subventions locales liées aux quatre antennes de la fédération n'ont pu être finalisée au cours du premier semestre.

L'octroi de ces subventions étant discrétionnaire, l'impact financier exact ne peut être quantifié de manière fiable à ce stade. Toutefois, le risque de pertes de recettes est considéré comme non négligeable.

#### Voyage Séniors :

La subvention de la CARSAT (10 000,00 €) n'a pas été demandé, au début de l'année. Ce qui a conduit le Comité Départemental de janvier, à annuler ce voyage. Le coût sans la subvention étant de 35 000,00 € (chiffre de 2024).

#### Immeuble des Châtelets :

Dans le cadre du contentieux opposant la fédération à l'un de ses prestataires, une procédure de récusation a été engagée en 2025 à l'encontre de l'expert judiciaire initialement désigné par le tribunal, en raison d'un manquement présumé au principe d'impartialité. Cette procédure a abouti, en mars 2026, à un jugement favorable ordonnant la récusation de l'expert. Cette décision a permis à la fédération de récupérer la pleine jouissance de ses locaux et d'envisager la reprise des travaux d'aménagement de ses futurs bureaux.

La procédure en cours a aussi un impact supplémentaire sur la comptabilité de la Fédération, dans la mesure où il nous faut régler les coûts de l'intervention de l'avocat et des frais de justice, ce qui pour 2025 représente environ 11 500 €

#### Congrès de fin d'année

Le lendemain du congrès de notre Fédération, nous avons organisé dans des locaux prêtés gratuitement, une braderie supplémentaire, qui a rapporté la somme de 7 000 €, ce qui a réglé les frais de l'organisation du congrès, environ 3 000 €.



### III. PRINCIPE, REGLES ET METHODES COMPTABLES

#### PRESENTATION DES COMPTES

Les documents constituant les états financiers comprennent :

- ♦ Le bilan,
- ♦ Le compte de résultat,
- ♦ L'annexe des comptes.

#### REGLES ET METHODES COMPTABLES

- **Référentiel comptable utilisé**

Les Comptes Annuels ont été établis et arrêtés conformément aux règlements ANC 2014-03, ANC 2018-06 (précisés et amendés par les règlements 2020-08, 2021-02 et 2022-04) du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et ANC 2022-06 du 6 novembre 2022 (complété des règlements ANC 2023-01 et ANC 2023-03) relatif à la modernisation des états financiers et applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025 (voir paragraphe Changement de méthode comptable).

Par ailleurs, le Secours Populaire Français dispose, pour la production de ses comptes annuels, d'un plan de compte général et analytique spécifiques et de règles de gestion propres, validées par son Conseil d'Administration et applicables à l'ensemble de l'Union ; dans le respect des réglementations comptables en vigueur.

- **Application des conventions comptables**

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles générales d'établissement et de présentation prévues par la réglementation comptable applicable

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

- **Changement de réglementation - Première application du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.**

La première application du règlement ANC N°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers constitue un changement de réglementation comptable au sens de l'article 122-1 du Plan Comptable Général.

Les modalités de mise en œuvre de ce règlement, y compris les dispositions spécifiques à la première application, sont définies à l'article 27 dudit règlement.

En particulier, les dispositions du règlement ANC N°2022-06 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Les principales informations nécessaires à la compréhension des changements de présentation induits par cette première application sur les états financiers de la Fédération des CÔTES D'ARMOR sont les suivantes :

- Le montant de la quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice 2025 pour un montant de 14 293.55 € est comptabilisée dans le résultat d'exploitation 2025 (alors qu'elle aurait été présentée dans le résultat exceptionnel préalablement à l'application du Règlement).

- Au titre de l'exercice 2024, les charges et produits exceptionnels, précédemment présentés sur plusieurs lignes, ont été regroupés sur les lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles », sans réexamen de leur qualification au regard de la nouvelle définition issue du règlement ANC n° 2022-06.

- **Valorisation des contributions volontaires en nature**

Au regard de la décentralisation et de la particularité du Secours populaire français qui est avant tout une association de bénévoles avec des fonctions très diverses et notamment d'encadrement, le taux horaire a été revalorisé sur la base du SMIC horaire majoré de 50 % + taux de charges sociales de 50 %. Cette nouvelle règle de gestion a été entérinée par le Conseil d'Administration du 12/11/2025. Auparavant, les heures de bénévolat étaient valorisées au SMIC chargé.

Valorisation du bénévolat selon l'ancienne méthode (A)	Valorisation du bénévolat à compter de l'exercice 2025 (B)	Ecart en euros (B)-(A)
658 598,01€	890 456,49€	231 858,48€

## DUREE DE L'EXERCICE ET DATE DE CLOTURE

La fédération produit ses comptes annuels sur un exercice de 12 mois courant du 1er janvier au 31 décembre.

## IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

Les immobilisations incorporelles, corporelles et financières obtenues à titre onéreux sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production. Les frais d'acquisition d'une immobilisation (droits de mutation et d'enregistrement, honoraires et frais d'acte) sont :

- Portés à l'actif du bilan en majoration du coût d'acquisition de l'immobilisation à laquelle ils se rapportent.

Les immobilisations obtenues à titre gracieux sont enregistrées selon la valeur vénale du bien correspondant à la valeur qui aurait été acquittée dans des conditions normales de marché.

### Durées de vie usuelles des immobilisations incorporelles :

La durée d'amortissement s'évalue au cas par cas.

### Durées de vie usuelles des immobilisations corporelles (hors composants des immeubles) :

Libellé	Durée d'amortissement
Installation générale, agencements...	De 10 à 20 ans
Matériel de transport	De 4 à 5 ans
Matériel informatique	3 ans
Matériel de bureau	De 5 à 10 ans
Mobilier	De 5 à 10 ans
Installations techniques	De 5 à 10 ans

Le mode d'amortissement est le mode linéaire.

Le plan d'amortissement peut être modifié en cours de vie de l'immobilisation en cas de dépréciation ou en cas de modification significative de l'utilisation du bien.

**Les durées d'amortissement des composants des immeubles sont les suivantes :**

Composant	Durée d'amortissement
Structure de l'immeuble	50 ans
Electricité	25 ans
Plomberie	25 ans
Ascenseur	15 ans
Menuiseries extérieures	25 ans
Menuiseries intérieures	25 ans
Chauffage collectif/individuel	25 ans
Étanchéité (enduit)	20 ans
Ravalement et amélioration	20 ans

**Dépréciation des immobilisations :**

Une dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles est comptabilisée lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Une dépréciation des immobilisations financières est constatée lorsque la valeur présente un risque de non-recouvrement.

**METHODES D'EVALUATION ET DE DEPRECIATION DES STOCKS ET DES CREANCES**

Les stocks doivent être comptabilisés à leur valeur d'achat figurant sur la facture.

Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation du stock est éventuellement constatée.

Les créances sont valorisées à leur valeur historique. Au cas par cas, elles donnent lieu à la constitution d'une provision si leur recouvrement apparaît compromis.

La fédération inscrit dans son compte de résultat les produits non reçus au 31 décembre mais imputables à l'exercice et dont le montant est certain.

En contrepartie, ces produits donnent lieu à l'enregistrement de créances à l'actif du bilan.

## LES STOCKS LIES A L'ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES FINANCE PAR DES DOTATIONS FINANCIERES

Le Conseil d'Administration du 17 février 2024 a adopté une décision de gestion pour l'ensemble des structures du Secours populaire français concernant la méthode de comptabilisation de ces stocks non distribués à la clôture de l'exercice :

- Ne pas constater les écritures de variation de stocks,
- Ne constater des fonds dédiés que dans le cas où la dotation versée par l'Association Nationale n'est pas entièrement consommée à la clôture de l'exercice,
- De procéder à un recensement des produits non distribués à la clôture de l'exercice et d'indiquer dans l'annexe des comptes la valorisation du stock non distribué au 31/12/2025 dans la rubrique engagements hors bilan.

## SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produits d'exploitation au titre de l'exercice au cours duquel la décision d'octroi est notifiée à l'entité. Les subventions pluriannuelles d'exploitation reçues ou attribuées, sont rattachées aux comptes de l'exercice selon la méthode du prorata temporis.

Lorsque ces subventions concernent des exercices ultérieurs, la part non rattachable à l'exercice est comptabilisée en produits constatés d'avance.

S'agissant des subventions d'exploitation dédiées, la fraction non consommée à la clôture de l'exercice des subventions reçues ou attribuées est enregistrée en fonds dédiés.

En conséquence, le résultat de l'exercice ne prend en compte que la quote-part des subventions d'exploitation effectivement consommée au cours de l'exercice.

## SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Elles s'enregistrent au regard du montant inscrit sur la notification ou convention de subvention.

Quelle que soit la nature du bien financé par des subventions d'investissements, la quote-part de la subvention est reprise au compte de résultat.

« Les dotations aux amortissements » de la subvention s'effectuent de manière globale (50 ans pour un bâtiment)

Les règles de gestion applicables concernant les amortissements sont les suivantes :

- ✓ Si la ou les subventions d'investissement représentent plus de 50% du bien financé, application de l'amortissement par la méthode des composants
- ✓ Si la ou les subventions sont comprises entre 10% et 50% du montant de l'investissement, amortissement sur 25 ans
- ✓ Si la ou les subventions représentent moins de 10% de l'investissement, amortissement sur 10 ans.

Les règles ci-dessus s'appliquent également au mécénat et contributions financières pour investissement.

## FONDS REPORTES SUR LES LEGS ET DONATIONS

La gestion des legs est dévolue à l'Association Nationale par la charte de gestion. De ce fait, les seuls produits issus des libéralités sont reversés aux structures décentralisées sur présentation et validation d'un projet d'utilisation (Conseil d'Administration du 19/12/2020).

La fédération (ou comité) n'est donc pas concernée par cette rubrique.

## FONDS DEDIES : OPERATIONS PARTIELLEMENT EXECUTEES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Les fonds dédiés qui ne sont pas entièrement utilisés au cours de l'année N dans le cadre des opérations pour lesquelles ils ont été collectés, sont inscrits en charges sous la rubrique « report en fonds dédiés » afin de constater l'engagement pris par la Fédération de poursuivre les réalisations des dits projets avec comme contrepartie du passif du bilan la rubrique « fonds dédiés ».

De même, les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits du compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « utilisation des fonds dédiés ».

La réforme comptable a reprécisé la nature des financeurs dont les produits réceptionnés par le Secours populaire Français pouvaient faire l'objet de report en fonds dédiés dont la liste est la suivante :

- ✓ Les autorités administratives ou établissements public dont les fonds perçus sont enregistrés en « subventions »
- ✓ Les dons des particuliers
- ✓ Les dons des entreprises ou « mécénat »
- ✓ Les dons reçus des autres organismes de droit privé (fondations et associations) ou « contributions Financières des fondations et associations »

Les fonds pouvant être reportés ne doivent pas se confondre avec l'objet social de l'association. Ainsi, les fonds collectés lors des campagnes « Pauvreté Précarité » et « Pères Noël verts » ne font plus l'objet de fonds dédiés étant donné que ces appels aux dons se confondent avec l'objet social de l'association.

## PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour risques est constituée pour couvrir des risques que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

## INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE (I.D.R.)

Le montant de la provision pour indemnités de départ à la retraite mentionné dans l'annexe ne fait pas l'objet d'enregistrement comptable.

## COMPTE D'EMPLOIS DES RESSOURCES

Le Compte d'Emploi des Ressources collectées auprès du Public, figure dans l'annexe des comptes annuels. Il est établi conformément au Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

Le taux maximal de prélèvement sur les ressources pour financer l'organisation est de 8%.

Le taux appliqué pour notre structure est de **8 %**.

Pour 2025, conformément à la décision des instances départementales, les taux de prélèvement reposent sur les postes suivants :

- Dons de particuliers
- Mécénat
- Legs, donations et assurances-vie
- Subventions
- Contributions financières des fondations et associations
- Autres ressources

## EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

## IV. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### REMUNERATION DES DIRIGEANTS

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux deux plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 € en 2025, le Secrétaire général et le Trésorier départemental.

Le montant cumulé des rémunérations perçues en 2025 par les élus au comité départemental disposant par ailleurs d'un contrat de travail et salariés à ce titre s'élève à 81 610 €.

### HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Honoraires des commissaires aux comptes	
Honoraires afférents à la certification des comptes	6 933,00 €

### ENGAGEMENTS HORS BILAN

#### 4.3.1 Engagement pris en matière de retraite

Méthode retenue :

- ♦ Indemnité prévue par le code du travail
- ♦ Age de départ à la retraite : 64 ans
- ♦ Taux d'actualisation : 3,96%
- ♦ Taux d'évolution des salaires : 1 %
- ♦ Taux de rotation moyen sur 3 ans

Le montant total des IDR est de 5 297,21 €.

#### 4.3.2 Crédit-bail

« Néant »

Engagements de crédit-bail					
	Valeur à la signature du contrat	Coût d'entrée à l'actif	Dotations aux amortissements théoriques		Valeur nette
			De l'exercice	Cumulées	
Catégorie immobilisation 1					
Catégorie immobilisation 2					
Total					



	Redevances payées		Redevances restantes à payer			Prix d'achat résiduel
	De l'exercice	Cumulées	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	
Catégorie immobilisation 1						
Catégorie immobilisation 2						
Total						

#### 4.3.3 Legs, donations et assurances-vie

La fédération est bénéficiaire du legs, donation ou assurance-vie en attente de clôture au 31/12/2025 du testateur CHAMPION Josette pour un montant de 793.31 € et du testateur VIVIER Anny pour un montant de 251 315.52 € (net des 8% de frais de gestion prélevés par l'Association Nationale).

#### 4.3.4 Stocks de produits achetés avec une dotation et non distribués à la clôture

Dans le cadre de la dotation nationale Mieux Manger Pour Tous Lots (MMPT), les produits achetés en 2025 et non distribués aux personnes accueillies à la clôture de l'exercice représentent 94 075.54 €.

## V. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

### ACTIF

Se reporter aux tableaux en pages suivantes concernant :

- ✓ Les mouvements des immobilisations et des amortissements,
- ✓ L'état des créances au 31/12/2025,
- ✓ Les produits à recevoir,
- ✓ Le détail des charges constatées d'avance.
- ✓ L'état des stocks au 31/12/2025,
- ✓ L'état des variations des dépréciations,
- ✓ Les mouvements de trésorerie,

Les mouvements des immobilisations :

En €uros	Valeur brute au 01/01/2025	Acquisitions et créations en 2025	Diminutions par cessions ou mises hors service en 2025	Valeur brute au 31/12/2025
<b>Frais d'établissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Frais d'établissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Immobilisations incorporelles				
Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances et acomptes sur immobilisations incorp.en cours	0	0	0	0
<b>Immobilisations incorporelles (I)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Immobilisations corporelles (II)				
Terrains	24 385	0	0	24 385
Agencements et aménagements de terrain	0	0	0	0
Constructions	488 749	0	0	488 749
Installations techniques, matériel et outillage industriel	64 276	0	0	64 276
Autres immobilisations corporelles:	235 617	25 852	1 864	259 605
<i>Installations générales, agencements divers</i>	0	0	0	0
<i>Matériel de transport</i>	157 567	23 988	0	181 555
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	48 102	1 864	1 864	48 102
<i>Mobilier</i>	29 948	0	0	29 948
Avances et acomptes sur immobilisations corp. en cours	421 624	0	0	421 624
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0
<b>Immobilisations corporelles (II)</b>	<b>1 234 650</b>	<b>25 852</b>	<b>1 864</b>	<b>1 258 638</b>
Immobilisations financières (III)				
Participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0
Autres	2 900	0	0	2 900
<b>Immobilisations financières (III)</b>	<b>2 900</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 900</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)</b>	<b>1 237 550</b>	<b>25 852</b>	<b>1 864</b>	<b>1 261 538</b>

### Les mouvements des amortissements :

En €uros	Durée d'utilisation	Mode d'amt.	Montant en début d'exercice 2025	Augmentations: dotations de l'exercice 2025	Diminutions: reprises de l'exercice 2025	Montant en fin d'exercice 2025
<b>Frais d'établissement</b>	<b>5 ans</b>	<b>linéaire</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Frais d'établissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Donations temporaires d'usufruit	5 ans	linéaire	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	5 ans	linéaire	0	0	0	0
<b>Amortissements des immobilisations incorporelles (I)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Agencements et aménagements de terrain	10 à 20 ans	linéaire	0	0	0	0
Constructions	15 à 50 ans	linéaire	325 581	15 494	0	341 075
Installations techniques, matériel et outillage industriel	5 à 10 ans	linéaire	52 594	5 857	0	58 451
Autres immobilisations corporelles:		linéaire	190 449	19 997	1 864	208 581
<i>Installations générales, agencements divers</i>	5 à 10 ans	linéaire	0	0	0	0
<i>Matériel de transport</i>	4 à 5 ans	linéaire	125 826	15 062	0	140 888
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	3 ans	linéaire	34 895	4 714	1 864	37 745
<i>Mobilier</i>	5 à 10 ans	linéaire	29 727	221	0	29 948
<b>Amortissements des immobilisations corporelles (II)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>568 624</b>	<b>41 348</b>	<b>1 864</b>	<b>608 108</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>568 624</b>	<b>41 348</b>	<b>1 864</b>	<b>608 108</b>

### L'état des stocks au 31/12/2025 :

En €uros	Stocks au 01/01/2025	Reprise de stocks au 31/12/2025	Nouveaux stocks au 31/12/2025	Stocks au 31/12/2025
Stocks des autres approvisionnements	0	0	0	0
Stocks des marchandises	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice :

En Euros	Année 2025		
	Montant brut	Échéances à un an au plus	Échéances à plus d'un an
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>			
Avances et acomptes sur immobilisations en cours	421 624		421 624
Participations	0		
Autres titres immobilisés	2 900		2 900
Prêts	0		
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			
Avances et acomptes versés sur commandes	0		
Créances clients et comptes rattachés	76 667	76 667	
Autres créances :	60 040		
<i>Personnel</i>	0		
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	47	47	
<i>Etat et autres collectivités publiques</i>	2 000		2 000
<i>Autres</i>	50 953	50 953	
Créances reçues par legs ou donations	0		
Charges constatées d'avance	1 310	1 310	
<b>TOTAL</b>	<b>555 500</b>	<b>128 977</b>	<b>426 524</b>

Etat des variations des dépréciations :

<b>En euros</b>	<b>Montant en début d'exercice au 01/01/2025</b>	<b>Augmentations: dotations de l'exercice 2025</b>	<b>Diminutions: reprises de l'exercice 2025</b>	<b>Montant en fin d'exercice au 31/12/2025</b>
Dépréciations des immobilisations corporelles	0	0	0	0
Dépréciations des immobilisations financières	0	0	0	0
Dépréciations des stocks	0	0	0	0
Dépréciations des comptes clients	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Les produits à recevoir :

<b>En euros</b>	<b>Montant en fin d'exercice au 31/12/2025</b>
Avances et acomptes versés sur commande	0
Créances clients et comptes rattachés / Factures à établir	0
Autres créances :	2 047
<i>Personnel</i>	0
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	47
<i>Etat et autres collectivités publiques</i>	2 000
<i>Autres</i>	0
Produits à recevoir	0
<b>TOTAL</b>	<b>2 047</b>

Les mouvements de trésorerie :

<b>En euros</b>	<b>Montant en début d'exercice</b>	<b>Montant en fin d'exercice</b>
Valeurs mobilières de placement	573 253	594 419
<i>Placements divers</i>	82 475	84 255
<i>OPCVM</i>	0	0
Fonds National de Solidarité	490 779	510 164
Comptes courants	164 485	218 445
Caisses	5 760	2 673
<b>TOTAL</b>	<b>743 498</b>	<b>815 537</b>

Le détail des charges constatées d'avance :

En €uros	Année 2025
Exploitation courante	1 310
Données financières	0
Données exceptionnelles	0
<b>TOTAL</b>	<b>1 310</b>

#### 5.1.1 Immobilisations inaliénables

Une immobilisation inaliénable est un actif possédé par le SPF qui ne peut faire l'objet d'un transfert (ni cession, ni vente), autrement dit que le SPF est obligé de conserver (un contrat ou convention écrite doit être formalisé).

Néant.

Nature de l'actif	Date d'inscription à l'actif	Durée d'inaliénabilité	Valeur nette

#### 5.1.2 Donations temporaires d'usufruit

Néant.

Nature de l'actif	Date de signature de la donation temporaire	Durée de la donation temporaire	Valorisation et méthode de valorisation

## PASSIF

Se reporter aux tableaux en pages suivantes concernant :

- ✓ Le tableau de variation des fonds propres (cf 5.2.1)
- ✓ La variations des provisions,
- ✓ L'état des emprunts et des dettes financières,
- ✓ L'état des dettes à la clôture,
- ✓ Le détail des charges à payer
- ✓ Le détail des produits constatés d'avance.

La variation des provisions :

En Euros	Montant en début d'exercice au 01/01/2025	Augmentations : dotations de l'exercice 2025	Diminutions : reprises de l'exercice 2025	Montant en fin d'exercice au 31/12/2025
Provisions pour risques	0	0	0	0
Provisions pour charges	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice :

DETTES	Montants au 31/12/2025	Échéances à un an au plus	Échéances à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :	349 741			
<i>Emprunts</i>	349 499	25 566	104 414	219 518
<i>Intérêts courus sur emprunts</i>	242	242		
<i>Dettes financières</i>	0			
Emprunts auprès des structures SPF	26 875	13 300	13 575	
Avances et acomptes reçus sur commandes	0			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	200 615	200 615		
Dettes fiscales et sociales :	55 250			
<i>Personnel</i>	27 619	27 619		
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	27 023	27 023		
<i>Etats et autres collectivités publiques</i>	608	608		
Dettes sur immobilisations	0			
Autres dettes	7 439	7 439		
Produits constatés d'avance	0			
<b>TOTAL</b>	<b>639 920</b>	<b>302 412</b>	<b>117 989</b>	<b>219 518</b>

Dettes garanties par des sûretés réelles :

	Montant à la clôture de l'exercice	Montant garanti
Dette 1		
Dette 2		

Le détail des charges à payer :

En Euros	Montants au 31/12/2025
Intérêts courus sur emprunts	242
Avances et acomptes reçus sur commande	0
Fournisseurs - Factures non parvenues	10 410
Dettes fiscales et sociales (dont congés à payer) :	35 892
<i>Personnel</i>	27 619
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	8 272
Dettes sur immobilisations / Factures non parvenues	0
Charges à payer	0
Créditeurs divers	7 430
<b>TOTAL</b>	<b>53 973</b>

Le détail des produits constatés d'avance :

En Euros	Montant en fin d'exercice au 31/12/2025
Exploitation courante	0
Données financières	0
Données exceptionnelles	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>



### 5.2.1 Variation des fonds propres

Tableau de variation des fonds propres								
En Euros	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	5 000	0	0	0	0	-5 000	0	0
Fonds propres avec droit de reprise	0	0	0	0	0	0	0	0
Ecart de réévaluation	0			0	0	0	0	0
Réserves	0	0	0	0	0	0	0	0
Report à nouveau	359 831	20 700	0	5 000	0	0	0	385 531
Excédent ou déficit de l'exercice	20 700	-20 700	0	35 763	0	0	0	35 763
<b>Situation nette</b>	<b>385 531</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>40 763</b>	<b>0</b>	<b>-5 000</b>	<b>0</b>	<b>421 295</b>
Dotations consommables								
Subventions d'investissement	95 222			-4 294		0		90 928
Provisions réglementées								
<b>TOTAL</b>	<b>480 753</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>36 470</b>	<b>0</b>	<b>-5 000</b>	<b>0</b>	<b>512 223</b>

### 5.2.2 Fonds dédiés et reportés

En Euros	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	A la clôture de l'exercice
Variations des fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0	0	0
Variations des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	38 098	36 303	9 184	65 217
Variations des fonds dédiés sur subventions d'exploitation	0	21 490	0	21 490
Variations des fonds dédiés sur ressources liées à la GP	245 273	888	44 940	201 221
<b>TOTAL</b>	<b>283 371</b>	<b>58 681</b>	<b>54 124</b>	<b>287 928</b>

## VI. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

### VENTILATION PAR NATURE DES PRODUITS D'ACTIVITES

Se reporter aux tableaux en page suivante concernant :

- ✓ L'évolution des produits d'activités,
- ✓ Le détail de la rubrique "legs, donations et assurances-vie",
- ✓ Le détail des rubriques "subventions d'investissement" et " subventions d'exploitation".

#### L'évolution des produits d'activités :

En €uros	Exercice 2025	Exercice 2024
Vente de biens et services	148 703	143 831
Concours publics et subventions d'exploitations	190 099	150 414
Dons manuels	223 512	211 159
Mécénats	2 760	12 970
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Autres produits liés à la GP	0	0
Contributions financières	310 087	305 407
Reprises sur provision et transferts de charges	0	6 158
Utilisations des fonds dédiés	54 124	30 369
Participations des destinataires de la solidarité	13 426	16 861
Produits d'initiatives	132 786	97 670
Autres produits	77 089	120 622
<b>TOTAL</b>	<b>1 152 586</b>	<b>1 095 460</b>

Le détail de la rubrique « legs, donations et assurances-vie » :

En Euros	Montant
<b>PRODUITS :</b>	
Montant perçu au titre d'assurances-vie	0
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	0
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	0
<b>CHARGES :</b>	
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>

Le détail des rubriques « subventions d'investissement » et « subventions d'exploitation » :

En Euros	Montant
Subventions d'investissements nouvelles au bilan	10 000
Subventions internationales	0
Subventions de l'Etat (Sub.ministérielle uniquement)	0
Subventions régionales	0
Subventions départementales	98 500
Subventions communales	16 305
Subventions des autres éta.publics et adm. sécurité sociale (dont CAF-ANCV)	0
Subventions Publiques Diverses	0
Subventions emplois aidés	61 000
Subventions perçues auprès d'une autre structure SPF	0
<b>TOTAL</b>	<b>185 805</b>

## ETAT SEPRE DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER POUR L'EXERCICE 2025

### (VERSION SYNTHETIQUE [1] )

Le règlement ANC n°2022-04 du 30 juin 2022 (modifiant le règlement ANC n°2018-06) issu de la transposition des nouvelles obligations comptables de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République prévoit la tenue d'un état séparé des avantages et ressources provenant :

- d'un Etat Etranger
- d'une personne morale étrangère
- d'un dispositif juridique de droit étranger comparable à une fiducie ou
- d'une personne physique non-résidente en France

L'état présenté ci-après correspond aux dons financiers ou matériels 2025 dont le donateur (personne physique ou morale) a une adresse postale à l'étranger référencée dans notre outil CRM.

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
Canada	210,00€

[1] La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'association doit établir en application de l'article 5 du décret n°2021-1812 du 24 décembre 2021 est mise à disposition du public au siège de la Fédération Départementale.)

### EFFECTIF

Le nombre de salariés au 31 décembre 2025 est de 8.

Répartition des effectifs par catégorie :

	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	
Employés, techniciens, agents de maîtrise	6,58
Cadres et ingénieurs	1,00
Total	7,58

**RESULTAT EXCEPTIONNEL**

Le résultat exceptionnel des comptes 2025  
est inhérent à un (des) évènement(s) majeur(s) et inhabituel(s)

**Néant**

Conformément au règlement ANC 2022-06, le résultat exceptionnel regroupe les produits et charges dont la nature ou la survenance ne relève pas de l'activité courante de l'entité.

Il est précisé que les produits et charges comptabilisés en résultat exceptionnel au cours de l'exercice se répartissent notamment entre les catégories suivantes :

- les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel ;
- les écritures comptables d'origine purement fiscale, telles que définies et prévues par les règlements de l'Autorité des normes comptables ;
- les changements de méthode comptable que l'entité est amenée à comptabiliser en résultat, plutôt qu'en capitaux propres, en raison de l'application de règles fiscales ;

les corrections d'erreurs sauf lorsqu'il s'agit de corriger une écriture ayant été directement imputée sur les capitaux propres

En Euros	Montant en fin d'exercice au 31.12.2025
Produits exceptionnels	0
Charges exceptionnelles	0

## VII. AUTRES INFORMATIONS

### CONTRIBUTION VOLONTAIRES EN NATURE

La nature des contributions volontaires en nature est la suivante :

- ♦ Dons en nature neuf : alimentation, vêtements, marchandise, produits d'hygiène, jouets....
- ♦ Prestations en nature : places spectacles, affichage publicitaire, activités sportives....
- ♦ Mise à disposition de locaux, personnel, véhicules.
- ♦ Bénévolat.

#### Dons en nature et prestations gratuites :

- ♦ La collecte de marchandises et de services auprès des personnes morales (entreprise, fondations, associations, collectivités, institutions, État etc.), fait généralement l'objet de documents écrits stipulant notamment la nature des biens ou services, leur quantité et leur prix. Ces informations sont reprises dans les contributions volontaires en nature.
- ♦ Les dons en nature :  
Compte-tenu de l'impressionnante collecte de biens et articles collectés par les bénévoles du SPF leur valorisation est essentielle autant que délicate.  
Le SPF fait figurer ces informations à deux endroits distincts dans ses comptes annuels :  
\*Au pied du compte de résultat et du compte d'emploi des ressources quand il s'agit de biens neufs faisant l'objet de justificatifs fournis par des personnes morales. Ces biens seront alors valorisés en euros.  
\*Dans l'annexe de ses comptes pour ce qui concerne les biens d'occasion. Leur nature pourra être décrite et si l'information est disponible, la quantité pourra être affichée. Ces biens concourent à la solidarité que mettent en œuvre les bénévoles de la fédération pour soutenir les personnes accueillies.

Estimation des dons en nature usagés

Dons et nature d'occasion	Pièces	Kg
Habillement d'occasion	14834	0
Couchages d'occasion	1451	0
Electroménagers d'occasion-Meubles d'occasions	0	0
Vaisselle d'occasion	0	0
Education	0	0
Santé	0	0
Jouets d'occasion	0	0
Loisirs	0	0
Heures d'instances	452 Heures	

### **Bénévolat :**

L'implication des bénévoles est évaluée à partir du nombre d'heures de bénévolat et valorisée au regard des missions accomplies durant ces heures.

Le temps passé par les bénévoles est recensé au moyen des heures déclarées. Les heures sont valorisées selon un taux horaire moyen de 26,73 € pour 2025.

**Concernant les familles de vacances,** à compter de l'exercice 2024, sur proposition de la Commission Financière Nationale, le Secrétariat National du 12 novembre 2024 a entériné la décision qu'une journée en familles de vacances sera valorisée au SMIC chargé x 8 heures. Auparavant, les familles de vacances étaient valorisées au taux horaire d'une assistante maternelle.

### **Les mises à disposition :**

Elles concernent des biens mobiliers, immobiliers et la mise à disposition de compétences. Elles sont inscrites dans les contributions volontaires en nature pour le montant de la convention de mise à disposition ou de tout autre justificatif probant.

### **Les heures consacrées à la tenue des instances statutaires :**

Elles ne sont pas valorisées dans les comptes annuels. Etant donné leur importance fondamentale dans la vie et le développement de l'association, elles sont évaluées chaque année dans l'annexe des comptes. Pour 2025, le volume horaire a été évalué à 452 heures.

CROD				
A-PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations	0	0	0	0
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	223 512	223 512	211 159	211 159
- Legs, donations et assurances-vie	0	0	0	0
- Mécénat	2 760	2 760	12 970	12 970
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	76 351	76 351	120 622	120 622
2-PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations statutaires	100 734		110 531	
2.2 Parrainage des entreprises	0		0	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	209 353		194 876	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	317 805		282 492	
3-SUBVENTIONS	190 099		164 708	
4-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	0	0
5-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	54 124	44 940	30 369	8 584
<b>TOTAL</b>	<b>1 174 738</b>	<b>347 563</b>	<b>1 127 726</b>	<b>353 335</b>



CHARGES PAR DESTINATION				
1-MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	836 342	312 569	789 312	323 380
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	78 378	6 377	121 422	6 115
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	49	33	0	0
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	41 171	27 696	12 182	4 898
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	30 317	0	16 446	0
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	17 028	0	14 201	0
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	77 008	0	127 567	0
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	0	0
5-IMPOT SUR LES BENEFICES				
6-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	58 681	888	25 897	18 941
TOTAL	<b>1 138 974</b>	<b>347 563</b>	<b>1 107 026</b>	<b>353 335</b>
EXCEDENT OU DEFICIT	35 763	0	20 700	0

	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024	
B-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
- Bénévolat	890 456	890 456	659 112	659 112
- Prestations en nature	122 639	122 639	103 523	103 523
- Dons en nature	2 234 601	2 234 601	2 364 047	2 364 047
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	6 889		2 987	
3-CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
- Prestations en nature	20 701		15 336	
- Dons en nature	333 057		173 598	
<b>TOTAL</b>	<b>3 608 342</b>	<b>3 247 696</b>	<b>3 318 603</b>	<b>3 126 682</b>
CHARGES PAR DESTINATION				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
- Réalisées en France	3 397 793	3 092 422	3 168 156	3 006 484
- Réalisées à l'étranger	52 418	38 657	10 755	8 593
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	60 205	44 399	27 059	21 619
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	97 927	72 218	112 632	89 986
<b>TOTAL</b>	<b>3 608 342</b>	<b>3 247 696</b>	<b>3 318 603</b>	<b>3 126 682</b>

CER					
EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1-MISSIONS SOCIALES			1-RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations	0	0
- Actions réalisées par l'organisme	312 569	323 380	1.2 Dons, legs et mécénat		
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	6 377	6 115	- Dons manuels	223 512	211 159
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie	0	0
- Actions réalisées par l'organisme	33	0	- Mécénat	2 760	12 970
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	27 696	4 898	1.3 Autres produits liés à la générosité du public	76 351	120 622
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	0	0			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	0	0			
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	0	0			
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>346 675</b>	<b>334 393</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>302 623</b>	<b>344 751</b>
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	2-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0
5-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	888	18 941	3-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	44 940	8 584
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>347 563</b>	<b>353 335</b>	<b>TOTAL</b>	<b>347 563</b>	<b>353 335</b>
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0	0
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	0	0
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	-	-
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	-	-

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE <b>2025</b>	EXERCICE 2024		EXERCICE <b>2025</b>	EXERCICE 2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
- Réalisées en France	3 092	3 006	- Bénévolat	890 456	659 112
	422	484			
- Réalisées à l'étranger	38 657	8 593	- Prestations en nature	122 639	103 523
			- Dons en nature	2 234	2 364
				601	047
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	44 399	21 619			
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	72 218	89 986			
TOTAL	<b>3 247 696</b>	<b>3 126 682</b>	TOTAL	<b>3 247 696</b>	<b>3 126 682</b>

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	EXERCICE <b>2025</b>	EXERCICE 2024
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	245 273	234 915
(-) Utilisation	44 940	8 584
(+) Report	888	18 941
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	201 221	245 273

## VIII. COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD) ET COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC (CER)

*Se reporter aux tableaux en pages précédentes.*

### Méthode de présentation :

Le SPF présente son Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) et son Compte d'Emplois de Ressources (CER) pour l'exercice 2025 conformément à la publication du Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

### COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

Le CROD présente le compte de résultat en liste avec un comparatif N / N-1. Cet état fait également apparaître les produits liés à la générosité du public et leurs emplois en fonction de la destination des dépenses.

#### 8.1.1 Les produits par origine

##### 8.1.1.1 Affectation des ressources au financement des emplois

L'affectation des ressources au financement des emplois est organisée de la manière suivante pour les ressources affectées :

- ♦ Les ressources affectées par les financeurs publics sont affectées conformément aux conventions signées,
- ♦ Les ressources issues de la générosité publique affectées par le donateur (particulier, testateur, mécène) sont affectées conformément aux souhaits de celui-ci,
- ♦ Les autres produits affectés sont affectés en fonction de l'accord conventionnel existant.

L'affectation au financement des emplois des ressources issues de la générosité publique non affectées est établie en fonction d'un ordre de priorité concourant à financer les emplois non couverts par les affectations précédentes. Ainsi, les fonds collectés auprès du public et non affectés financent en priorité :

- ♦ Les missions sociales,
- ♦ Les frais de recherche de fonds,
- ♦ Les frais de fonctionnement.

Ci-dessous, quelques précisions sur la composition des produits inscrits dans le CROD du SPF :

### 8.1.1.2 Les produits liés à la générosité du public

Le Conseil d'Administration de l'Association Nationale a défini la générosité publique : « *Les ressources financières issues de la générosité publique se composent :*

- ♦ *Des dons manuels des personnes physiques, qu'ils soient affectés ou non affectés (liés à des campagnes ou hors campagne),*
- ♦ *Des legs, donations et assurances vie, qu'ils soient affectés ou non affectés,*
- ♦ *Des dons financiers des entreprises (mécénat) qu'il soit affecté ou non affecté,*
- ♦ *Des produits financiers issus des placements de ces ressources. »*

De plus, le règlement prévoit que la rubrique « autres produits liés à la générosité du public » comprend les quotes-parts de générosité du public reçues, les revenus générés par les actifs issus de la générosité du public.

**8.1.1.3 Les produits non liés à la générosité du public** se composent principalement à ce jour des contributions financières comprenant les dons financiers des fondations et associations, de la cotisation statutaire versée par chaque département à l'Association Nationale conformément aux statuts ou aux reversements intra-structures SPF, des ventes de marchandises et de prestations de services, des produits financiers, des plus ou moins-values de cession d'actifs, des participations des destinataires de la solidarité, des produits d'initiatives etc.

**8.1.1.4 Les subventions et concours publics** comprennent les subventions d'exploitation ainsi que les quotes-parts de subventions d'investissement réintégrées au cours de l'exercice au compte de résultat.

**8.1.1.5 Les reprises sur provisions et dépréciations** regroupent toutes les reprises de provisions conformément au compte de résultat.

**8.1.1.6 Les utilisations de fonds dédiés antérieurs** correspondent aux utilisations des fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit de la reprise des sommes reçues pour les activités de solidarité et non encore dépensées au 31/12/2024. Pour le détail des sommes utilisées en 2025, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

## 8.1.2. Les charges par destination

### 8.1.2.1. Les missions sociales au SPF

La définition des missions sociales du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :

« Conformément aux statuts :

« Faisant leur la formule « tout ce qui est humain est nôtre », les adhérents aux présents statuts se regroupent dans un but unique : pratiquer la solidarité. »

Les articles 1/ b et c des statuts de l'Association nationale, des fédérations, des comités locaux et conseils de région du Secours populaire français définissent les missions sociales du Secours populaire français, qu'elles soient réalisées directement ou avec des partenaires en France ou à l'étranger :

« Ils se proposent de soutenir dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, au plan matériel, sanitaire, médical, moral et juridique, les personnes et leurs familles victimes de l'arbitraire, de l'injustice sociale, des calamités naturelles, de la misère, de la faim, du sous-développement et des conflits armés.

Ils rassemblent en leur sein des personnes de bonne volonté, enfants, jeunes et adultes, de toutes conditions, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, en veillant à développer avec elles la solidarité et toutes qualités humaines qui y sont liées.

Ils développent en permanence les structures et l'audience de l'association notamment par la création de comités locaux et de fédérations départementales.

#### **Les missions sociales se déclinent de la manière suivante :**

- ♦ Activités de solidarité liées aux urgences en France et dans le monde ;
- ♦ Activités de solidarité en France et dans le monde notamment dans les domaines suivants : alimentaire, logement, vestimentaire, santé, hygiène, accès à la culture, aux sports, aux loisirs, aux vacances, accompagnement scolaire, Pères Noël Verts, Journée des Oubliés des Vacances...
- ♦ Le développement des structures et de l'audience du SPF
- ♦ L'animation du réseau : soutien aux réseaux partenaires, accompagnement et soutien au réseau décentralisé SPF, gestion des donateurs et collecteurs, accueil et mise en mouvement des bénévoles et formation... »

#### **Définition et répartition des coûts directs et indirects**

La définition et répartition des coûts directs et indirects du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :

« Affectation des charges du compte de résultat aux rubriques du CROD et du CER :

- ♦ Coûts des missions sociales :
  - Coûts directs : Coûts des dépenses directes de la mission sociale ;
  - Coûts indirects : Coûts qui n'existeraient pas si la mission sociale disparaissait.
- ♦ Coûts de structure et de fonctionnement : principes des clés de répartition. »

La fédération s'est prononcée sur la nature des clefs de répartition qu'elle utilisera pour la répartition des coûts de structure et de fonctionnement. Cette répartition est entérinée par la voie de ses instances.

#### **8.1.2.2. Frais de recherche de fonds**

##### Frais d'appel à la générosité du public

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- ♦ conception, réalisation et envoi de publipostages,
- ♦ recherche et gestion des legs,
- ♦ frais de traitement des dons et des reçus fiscaux,
- ♦ campagne du Don'actions,
- ♦ frais de recherche de mécénat, partenariats d'entreprises.

##### Frais de recherche d'autres ressources

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- ♦ organisation d'initiatives, braderies,
- ♦ initiatives liées à la campagne du Don'actions,
- ♦ frais de recherche de fonds auprès de fondations et associations,
- ♦ frais de recherche de subventions publiques.

#### 8.1.2.3. Frais de fonctionnement

Cette rubrique regroupe les dépenses de :

- ♦ Locaux,
- ♦ administration générale,
- ♦ communication.

**8.1.2.4. Les dotations aux provisions et dépréciations** regroupent toutes les dotations aux provisions et dépréciations conformément au compte de résultat.

**8.1.2.5. Les reports en fonds dédiés de l'exercice** correspondent aux reports en fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit du report des fonds dédiés par des tiers financeurs collectés sur 2025 et non utilisés sur l'exercice pour les activités de solidarité. Pour le détail des sommes reçues en 2025 et non encore dépensées au 31/12/2025, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

### COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (CER)

Le Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER) présente uniquement les ressources collectées auprès du public ainsi que leurs emplois avec un comparatif N / N-1.

Ces données proviennent directement du CROD, ce sont les colonnes « dont générosité du public » du CROD.

Le CER affiche 0 € sur 2025 pour les seuls fonds liés à la générosité du public.

Au pied du CER il est indiqué un solde de fonds liés à la générosité du public non utilisé de l'année précédente (« report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées (hors fonds dédiés) en début d'exercice »). Celui-ci s'élève pour la fédération à 0 €.

Ce montant est utilisé pour calculer un nouveau solde en fin d'exercice en y ajoutant le déficit de l'année et la variation d'investissements et désinvestissement de l'année (0 € pour la fédération).

Le solde de ressources liées à la générosité du public au 31/12/2025 de la fédération s'élève ainsi à 0 €, il viendra concourir à la poursuite des actions de solidarité sur les années futures.